L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Deuxième année - N°58 - Vendredi 4 mai 1990 - ISSN 0995-0583 - Prix 5F

SOMMAIRE

2
Politique : vous avez dit malaise ?

3
Pierre Mauroy

4
La taxe d'habitation

5
Désectorisation-danger

7
Contre le racisme

10



Le 1er mai

11
Courrier

12
Sommet de Dublin

13
La Roumanie va voter

15
D'en France

LE RACISME SERA-T-IL LE MUR DES FRANÇAIS ?



Les Français et la politique : vous avez dit malaise ?

Entre les Français et la classe politique, le malaise s'accroît. Mais il est plein de contradictions. La solution ? Faire de la politique, trouver une troisième voie entre les idéologies globalisantes et la réparation des cages d'escaliers.



Chacun y va de son jugement : "crise morale" (Pierre Mauroy), "crise d'identité de la nation française" (Max Gallo), "période de creux ou de morosité dans l'opinion" (Jean-Jack Queyranne). "La France s'ennuie", constate "l'Express." Curieux printemps qui fait bourgeonner une insatisfaction diffuse des Français.

La cause de ce malaise ? Le décalage croissant entre la classe politique et la préoccupation réelle des citoyens, affirme-t-on de toutes parts. Mais à y regarder de plus près, on s'aperçoit que la "crise" actuelle est pleine de contradictions.

Les Français rejettent-ils la politique ? L'abstention grandissante lors des élections et le succès des partis protestataires (Front national et Verts) traduisent, en effet, cette tendance. En même temps, la politique reste le principal sujet de conversation au café du Commerce ; les émissions de télévision et les livres consacrés à nos gouvernements connaissent un vif succès. Les Français reprochent aux hommes politiques leur "carriérisme" et d'être "tous des pourris" ? Mais dès qu'ils en ont la possibilité, ils font appel à eux pour obtenir piston et passe-droits. Ils se plaignent de l'absentéisme des députés à l'Assemblée nationale ? Mais, ils n'hésitent pas à se précipiter dans les permanences de ces derniers, contraignant les législateurs à jouer un rôle d'assistante sociale.

Réfléchir sur les institutions

Décriées, les institutions le sont également. La personnalisation du pouvoir, le poids des médias tendent à centrer la vie politique sur les "écuries présidentielles". Première victime de cette évolution : le Parlement qui perdrait de son lustre et de sa substance. "Les parlementaires qui détiennent d'autres mandats se replient volontiers sur l'échelon local car ils ont l'impression que lorsqu'un projet de loi arrive à l'Assemblée nationale les jeux sont déjà faits tant leur marge de manœuvre est faible si, membres de la majorité, ils ne veulent pas ouvrir une crise de régime avec l'exécutif", reconnaît Bernard Poignant député-maire de Quimper. "Mais les députés peuvent faire entendre leur voix en amont, dans leur groupe, dans les commissions, en discutant dans les ministères", ajoute-t-il. Michel Sapin, président de la commission des Lois, considère que la vie au Palais-Bourbon est beaucoup plus ouverte qu'auparavant : "Jamais le Parlement, et notamment l'Assemblée, n'ont disposé d'autant de capacité d'influencer la politique gouvernementale qu'aujourd'hui. Le gouvernement n'étant appuyé que par une minorité, le dialogue, non seulement avec le groupe socialiste mais aussi avec le PC, les centristes et les invidualités pouvant s'exprimer à droite est devenu une obligation institutionnelle. Jamais autant d'amendements n'avaient été adoptés que depuis 1988. Et, dans le vote des budgets, les masses d'argent faisant l'objet de modifications ont été les plus importantes de la Ve République." Reste que Michel Sapin admet que "nous sommes à un moment où il va falloir réfléchir sur les institutions pour faire évoluer les rapports entre l'exécutif et le législatif car il y a une demande croissante pour un Parlement plus fort."

Paradoxe encore que la très nette baisse de popularité de François Mitterrand et Michel Rocard au moment où la gauche obtient de bien meilleurs résultats dans les élections partielles. La droite n'a pas profité du lamentable congrès de Rennes. Mécontents, les Français ? Ils sont pourtant incapables de se mobiliser pour se faire entendre avec vigueur comme en a témoigné le faible impact de la journée d'action des fonctionnaires, le 26 avril. Pas plus que les syndicats, les Verts, pourtant en vogue, ne parviennent à faire descendre leurs partisans dans la rue ; la journée de la Terre à été un échec. La France bougonne mais le corps social demeure atone. Pire, les vélléités de transformation de la société s'évaporent. Dans le sondage Sofres-RTL-"Le Figaro", les termes "changement", "réforme" et "révolution" sont parmi ceux qui connaissent le moins de succès auprès des Français, y compris de gauche.

Repères et messages brouillés

Alors ? Toutes ces contradictions ne sont que les reflets d'une vie politique dont les repères et les messages disparaissent ou se brouillent de plus en plus. La mort de l'union de la gauche, le déclin du PC, l'émergence du FN et des écologistes, l'ouverture ont remodelé l'échiquier politique et donné lieu à des comportements qui désorientent l'électeur. A l'Assemblée nationale, les communistes ont voté avec une partie de la droite contre le projet de loi de réforme constitutionnelle. La majorité relative des socialistes oblige le gouvernement à faire adopter ses textes alternativement avec l'appui des centristes et du PC. La politique de Michel Rocard n'en est que plus difficilement lisible pour l'opinion. La stricte bipolarisation droite-gauche des années 70 et 80 avait au moins le mérite de la clarté ! Aujourd'hui on dirait même que les responsables politiques s'ingénient à semer la confusion. A peine Jean-Pierre Soisson a-t-il fondé le mouvement de "La France unie" que Michel Noir lance dans l'opposition "La Force Unie". Voudrait-on embrouiller tous ceux qui ne font pas partie du microcosme politico-médiatique parisien qu'on ne s'y prendrait pas autrement !

Le plus déboussolé par toute ces mutations complexes est sans doute le militant de gauche. En 1981, François Mitterrand avait été élu sur un discours de rupture. En 1988, il rempile en

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Téléphone : 45.56.77.00
Télex : 200 174 -Télécopie : 47.05.15.78

Directeur de la publication : Bernard Roman
Assistante : Caroline Nio

Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Secrétaire gal de la Rédaction: Jacques Goubin
Comité de rédaction : Pierre Brana, Claude Estier, Max Gallo, François Hollande, Jean-Jack Queyranne, Françoise Seligmann

Secrétaire de Rédaction : Vanda Gervasio
Secrétaire de Rédaction adjoint : Taoufik Khatib

Service Photo : Pascal Lebrun
Dessins : Jacques Bellenger

Administration :
Sylvie Foulon - Annick Jacquet

Publicité : Régie - Médias - Paris
Tél. 45.56.78.48

Maquette : Studio Tapage - Lille
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers
Bottin-direct (Paris)

N° Commission Paritaire : 10.889

Vendredi est édité par la SARL SOPRECO
Co-gérants : Léon Fatous - Bernard Roman

Crédits Photo : Gamma/JF LABERINE (8) ; Réa/GIRY (9) AFP (10) ; Sipa Press/ PATA (12) ; Sygma (13)

Ce numéro a été tiré à 275.000 exemplaires

tenant un langage consensuel ("La France Unie"). Après avoir prôné le droit à la différence en matière d'immigration, la gauche prêche l'intégration. On attendait d'elle plus de justice sociale, mais une fois parvenue au pouvoir, elle n'est pas arrivée à enrayer le creusement des inégalités. "Les gens pensaient que la gauche et la politique allaient changer la vie ; ils se sont aperçus que leur vie n'a pas changé", souligne le politologue Roland Cayrol.

Les peurs ou les projets ?

Suffit-il de combler le "déficit social" comme le demandent les responsables du PS, pour calmer les impatiences, assouvir la demande ? La nécessité d'une "nouvelle étape sociale" n'est niée par personne, y compris à Matignon. Encore faut-il qu'elle se concrétise. "La France est un des pays qui a mis le plus de temps à admettre qu'il existe une vraie crise économique, explique Roland Cayrol. Il a fallu attendre le milieu des années 80 pour que l'ensemble des catégories sociales ait un comportement de vie de crise. Aujourd'hui, les patrons, les cadres supérieurs et intermédiaires qui constituent une très grande partie de la base sociologique du PS pensent que la crise est terminée et ils attendent de cette nouvelle situation des résultats personnels. Ils ont lancé le débat sur les inégalités formulant une demande nouvelle à l'égard du politique : celle de la sortie de crise."

Mais le malaise est plus profond. Face aux mutations politiques qu'ils ont du mal à suivre, face à leurs désillusions et à leurs inquiétudes, les Français veulent être rassurés. "Les gens ont besoin de savoir que dire à leurs enfants, vers quoi les pousser", explique Roland Cayrol. Où va la France ? Quelle sera la société de demain ? On attend que nos gouvernants tiennent un cap, donnent des réponses à ces questions. Or, il ne nous les fournissent pas." Conséquence, des solutions dangereuses ou incomplètes gagnent du terrain. "Actuellement, les peurs remplacent les projets, explique Bernard Poignant. Le FN désigne des boucs émissaires (les étrangers) et les Verts brandissent la menace de la fin de la planète."

Jean Chesneaux, historien et philosophe qui s'est penché sur l'évolution du rapport entre le politique et la société dans son dernier livre (1), confirme : "On note actuellement une immense inquiétude concernant la couche d'ozone, la drogue, le désarroi moral, le tiers monde. A tel point qu'en France la consommation de tranquillisants est en augmentation constante ; c'est l'indicateur d'un véritable malaise. La population attend des réponses à ces questions. Or, il y a un manqué de débat démocratique. Il n'y a jamais eu de débat populaire sur les centrales nucléaires, la politique de l'EDF, l'urbanisation forcenée et la "banlieuisation" (près d'un tiers des Français vivent dans des villes nouvelles ou des quartiers récents), etc. Les gens ont l'impression qu'ils ne participent pas à ce qui commande leur vie réelle."

La solution ? Pour Max Gallo, les crises successives qui ont touché la classe politique au fil de l'histoire "n'ont trouvé de solution que dans la politique". Et d'ajouter : "Il était de bon ton, il y a quelques années, de dauber sur les idéologies, les projets globaux et les discours unifiants. On voit aujourd'hui le résultat." A toutes ces perspectives, Michel Sapin ne croit pas : "Gallo va trop loin. Il est victime d'un effet de mode qu'il s'évertue à dénoncer chez les autres. Il faut savoir avancer sur certains points à partir de lignes de forces (l'Europe, la lutte contre les inégalités par exemple) que l'on met en musique."

Roland Cayrol esquisse une voie médiane : "Nous n'en sortirons ni par les idéologies globalisantes ni en se contentant de repeindre les cages d'escaliers. Il faut trouver une solution intermédiaire." Une troisième voie à inventer...

Jean-Pierre Bedei

(1) "Modernité-monde", Jean Chesneaux, Editions La Découverte

Pas de mur entre Français

Un parti vivant, un parti dynamique est un parti qui se met au travail, fait vivre ses valeurs et les défend face à l'extrême droite.
Les socialistes font vivre leurs valeurs. Alors que le Front national bafoue le centenaire de la journée des travailleurs et tente de voler la vedette aux syndicats afin de ressusciter les idées d'exclusion. Pour la première fois, moins d'un mois après son congrès, le Parti socialiste mobilise l'opinion autour d'une campagne thématique non liée à une échéance électorale.
Cette campagne, vous la verrez développée largement dans ce numéro de "Vendredi". A vous de la diffuser, de la populariser largement. Le racisme n'est-il pas en train de faire monter les incompréhensions entre Français ? N'est-il pas criminel de laisser se construire ce mur de la haine, de laisser passer ce défilé de la honte ?
Le slogan a été choisi par tout le bureau exécutif de notre Parti. Il peut susciter, sans doute, les réserves de certains. Mais ce que le Parti attend, surtout, c'est l'engagement de tous, sans retenue, dans la lutte contre le racisme.
N'est-il pas temps, enfin, pour les démocrates, de se décider à se comprendre et de donner la priorité au combat implacable contre des idées indignes de notre pays ? Pour leur part, les socialistes ont choisi. Ils se battront contre Le Pen et ses relents de nazisme avec leurs valeurs et leur cohérence. Leur campagne se fonde sur des idées universelles, celles de la solidarité, de l'égalité, de la liberté et surtout de la fraternité entre les hommes qui vivent sur la même terre. Ils refusent toute tentative de réponse à l'angoisse des Français dans cette période de déstabilisation et de sortie de crise, par la désignation de boucs émissaires, de coupables prédestinés.
Quant à ceux qui font du racisme leur fonds de commerce, ils devront être punis plus sévèrement. Des dispositions législatives sont prévues.
Non, le racisme n'élèvera pas de mur entre Français!

Fonds Jean Jaurès



Taxe départementale ou impôt proportionnel sur le revenu

Répartition de la fiscalité locale entre les quatre "vieilles"

Total
155 milliards
100 %

Taxe professionnelle :
68 milliards
44 %

Taxe d'habitation (*)
41 milliards
26,1 %

Taxe foncière sur les propriétés bâties
39 milliards
25 %

Taxe foncière sur les propriétés non bâties
7 milliards
5 %

Source :
direction de la Comptabilité publique et direction générale des Collectivités locales 1988

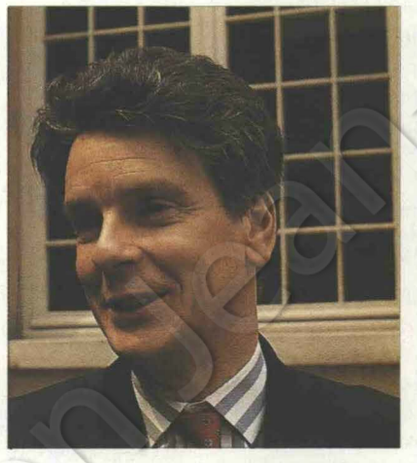
* La taxe départementale s'éleva à 438 francs en moyenne en 1988. La taxe d'habitation payée aux communes est trois fois plus importante.

En France, réformer l'impôt relève du tour de force. Les députés socialistes réussiront-ils à faire passer auprès du gouvernement leur projet de réforme de la taxe d'habitation départementale ?

Le 9 avril, les députés ont eu droit à la présentation des résultats d'une simulation effectuée à leur demande par le ministère des Finances et concernant la réforme de la taxe départementale d'habitation.

Cette réforme devrait être la première d'une série présentée par la commission des Finances de l'Assemblée nationale dans un rapport d'information sur la fiscalité locale (1).

La taxe d'habitation est un impôt direct perçu au profit, d'une part, des communes et de leurs groupements ; d'autre part, des départements ainsi que des régions (excepté l'Ile-de-France). Cette taxe est établie au nom des personnes qui disposent ou jouissent de locaux imposables. 20 millions de contribuables l'acquittent contre 13 millions seulement pour l'impôt sur le revenu. Elle touche 25 millions de résidences dont près de 5 millions de résidences secondaires. En 1988, la taxe d'habitation a rapporté quelque 41 milliards de francs soit 26,1% du produit des quatre taxes directes constituant les impôts locaux (voir tableau).



Alain Richard, député du Val-d'Oise, rapporteur général de la commission des Finances.

La nouvelle taxe en 1991 ?

Taxes d'habitation communale et départementale sont mentionnées sur une même feuille d'impôts et payées ensemble par le contribuable. "Chacun paie une taxe d'habitation départementale, dont le taux est fixé par le conseil général, calculée sur la valeur locative de son logement. Cette taxe d'habitation départementale est très similaire à celle perçue par les communes. Le fait que le contribuable s'en acquitte en même temps que la taxe communale entraîne chez le citoyen une faible sensibité à l'impôt départemental. Le département vit donc dans une clandestinité fiscale totale", souligne Alain Richard.

La réforme envisagée consiste à remplacer la taxe d'habitation départementale par un impôt proportionnel sur le revenu à compter du 1er février 1991. "Seule la taxe d'habitation départementale change de mode de calcul. Elle sera calculée à partir d'une valeur locative, rénovée, du logement. Notre but est bien de dissocier les deux taxes en les calculant à partir d'assiettes différentes", poursuit Alain Richard.

Dans cet impôt proportionnel, "tous les types de revenus : salaires, pensions, bénéfices d'entreprises, etc, sont comptés ; il n'y a pas de parts traduisant la situation familiale mais des réductions uniformes par personne fixées par le conseil général et oscillant entre 3.500 et 7.000 francs. Ce nouvel impôt départemental se traduit par l'application à l'ensemble des revenus d'un pourcentage -0,65% en moyenne- décidé par les conseils généraux. Il comprend un abattement à la base, synonyme de légère progressivité, fixé toujours par le conseil général, dans une fourchette de 10.000 à 20.000 francs", selon notre interlocuteur.

La simulation en vue de ce projet de réforme a été établie sur un échantillon de 50.000 foyers représentatifs des 25 millions de foyers fiscaux français. Jusque-là, pas d'objection. En revanche, nombre de députés récusent le système de calcul choisi par les Finances pour élaborer sa simulation.

Ainsi, l'administration n'a étudié qu'une hypothèse quant aux éléments variables de l'impôt à savoir : celle d'un abattement à la base de 10.000 francs et d'un abattement par personne à charge de 3.500 francs. Evidemment, elle infléchit le résultat vers un prélèvement un peu plus fort pour les bas revenus et les familles nombreuses, ce qui s'avère inexact si l'on prend les abattements maximaux ou une moyenne entre les deux", rétorque Alain Richard.

Second point de friction, le fait que le rapport estime que 5 millions de personnes aujourd'hui exonorées de taxe d'habitation départementale seront mises à contribution. Les députés contestent la méthode qui a abouti à la publication d'un tel chiffre.

Autre reproche, la méthode consistant à prendre en compte dans l'étude la somme versée par les contribuables aux départements -soit 10,9 milliards de francs- ainsi que les remboursements accordés par l'Etat à ces mêmes départements -soit 2,4 milliards de francs- au titre des dégrèvements individuels et des exonérations légales ; ce qui donne une simulation effectuée sur un produit total de 13,3 milliards de francs quand les contribuables n'en versent que 10,9. "Du fait de ce choix, la charge effective des contribuables départementaux s'accroît de 22%" souligne Alain Richard.

Les députés socialistes n'ont pas du tout apprécié les conclusions en question et ont demandé qu'une seconde simulation soit effectuée sur la base, cette fois, de 10,9 milliards. Reste à savoir si cette simulation sera terminée à temps pour que la réforme puisse être appliquée, comme prévu, l'an prochain. C'est vraisemblablement fin mai que les députés auront connaissance du contenu de cette nouvelle mouture. Mais ensuite, il faudra que les services fiscaux disposent d'assez de temps pour mettre techniquement en place le nouvel impôt. Or, chaque année, les collectivités décident du montant des abattements consentis aux contribuables pour l'année suivante, avant le 30 juin de l'année en cours. Si l'administration n'est pas prête à cette date, c'est seulement en 1992 que la réforme entrera en vigueur, soit quelques mois avant les législatives de mars 1993. De technique, la taxe d'habitation départementale n'est pas loin de devenir un problème politique.

Marie Agnès Combesque

(1) Voir "Vendredi" n°45 - 19.1.90- "Dépoussiérer les impôts locaux".

L'égalité à l'école Désectorisation : danger

Le libre choix de l'établissement scolaire, inauguré en 1984, concerne désormais 3.059 collèges, soit près d'un sur deux, et 252 lycées, soit un sur cinq.
Sociologue au CNRS, Robert Ballion dénonce dans un rapport au ministère de l'Education nationale* les dérapages de cette nouvelle liberté, trop mal contrôlée.

"Vendredi". Plébiscité par 90% des Français, le libre choix de l'établissement constitue, selon vous, un risque grave d'accroissement des inégalités sociales à l'école. Pourtant, seules 10% des familles utilisent cette liberté. Ces 10% suffisent-ils à déséquilibrer tout notre système éducatif ?

Robert Ballion. Absolument. Et pour une raison simple : les 10% qui demandent un établissement autre que celui de leur secteur sont les meilleurs. Tout le monde le sait, mais personne ne veut l'entendre. C'est d'abord socialement une population très ciblée avec une sous-représentation frappante des ouvriers et une surreprésentation écrasante des enseignants, surreprésentation également des employés des secteurs de pointe de l'économie, techniciens de l'électronique, secrétaires de direction de grandes entreprises, des gens qui ont des aspiration scolaires et sociales ascendantes, mais dont les ressources sont insuffisantes pour leur permettre de vivre dans le secteur des établissements d'excellence. Une difficulté que, notons-le, les cadres supérieurs et membres des professions libérales rencontrent peu : ils habitent, eux, tout naturellement en face ou à côté de collèges et lycées "haut de gamme".

Ensuite, à l'intérieur même de ces catégories, les élèves qui choisissent leur établissement sont les plus brillants. Enfin, et cela aggrave les dérives observées, les 10% qui "bougent" se concentrent sur deux types d'établissements : les "prestigieux" qui reçoivent les enfants des catégories les plus plus favorisées, les "refusés", qui groupent ceux des plus modestes. Ce qui aboutit à un résultat particulièrement pervers : les équipes éducatives qui se battent contre l'échec scolaire desservent finalement l'image de leur établissement, catalogué comme destiné aux enfants en difficulté.

Allons-nous donc vers un système éducatif à plusieurs vitesses avec des établissements d'excellence, des établissements ghettos, des établissements pour élèves moyens ?

Tout à fait. Et l'évolution est terriblement rapide. D'autant plus rapide que, dans un premier temps, le tri est fait spontanément par les familles. On ne demande Henri IV à Paris, Pierre-de-Fermat à Toulouse, Le Parc à Lyon... que si on en a le niveau. Ce phénomène général accroît encore la tendance à l'autoreproduction des publics.

La désectorisation n'a-t-elle eu que des effets négatifs ?

Pas du tout. En termes d'image, l'Education nationale, s'est offert un beau lifting, elle s'est montrée capable d'affronter la concurrence, de s'ouvrir à la société, de perdre son image bureaucratique. Pour le consommateur -avantage fondamental qui était l'objectif de Savary-, elle offre des posssibilités de recours autres que le privé ou le piston. Une moralisation des pratiques.

Depuis dix ans, des palmarès hiérachisent les lycées en fonction de leurs résultats au baccalauréat. La recette est connue : on oriente les élèves moyens et faibles et on obtient les 90% de reçus souhaités. Finalement, le lycée qui affiche des résultats records n'est-il pas justement un mauvais lycée ?

Evidemment ! Les sorties dépendent des entrées. Si l'on prend des bons élèves, on obtient trois ans plus tard des bacheliers, sans aucune difficulté. Si on fait le calcul en prenant en compte l'espérance scolaire à l'entrée des élèves, il est clair que les établissements d'excellence ont une rentabilité beaucoup plus faible que d'autres qui plafonnent à 60% de reçus. Car ceux-ci ont permis de réussir à des élèves qui, sans eux, n'y seraient pas arrivés. Mais, cela, les parents s'en fichent complètement. Ce n'est pas le mérite du lycée qui les intéresse, mais ses résultats, lesquels sont peu déterminés par la qualité des professeurs, beaucoup plus par l'origine sociale des élèves.

Faut-il donc arrêter la désectorisation, revenir à la carte scolaire de jadis ?

L'évolution est irréversible. La situation d'usager captif n'est plus acceptable aujourd'hui. Le parent d'élève est un consommateur qui veut pouvoir choisir. Un comportement d'autant plus logique que l'offre d'éducation s'est diversifiée. Il y a cinquante ans, tout le monde avait la même conception. Nos collèges et lycées n'étaient que la juxtaposition d'unités : classes, enseignants, chacun travaillant dans son coin. La notion de projet d'établissement est une reconnaissance institutionnelle de la diversification. Il s'agit là d'une évolution très importante de notre système éducatif.

Qui dit désectorisation dit concurrence. A cet égard, vous dénoncez des pratiques pas toujours très loyales ?

Terribles, jusqu'au mensonge éhonté, comme ce collège qui garantit aux familles une place en seconde dans l'établissement de leur choix ou ce lycée qui affiche de faux résultats au bac. Une surenchère dangereuse et qui gagne très vite car dès que, dans un secteur, un proviseur inaugure ce type de comportement, les autres se sentent obligés de répondre. Contrairement à ce qui se passe dans le domaine de la consommation, la publicité n'est pas contrôlée. Et les abus se multiplient.

Que préconisez-vous ?

Deux choses. La création d'un échelon, actuellement manquant : une instance de concertation qui réunirait localement les chefs d'établissement et l'autorité de tutelle, qui serait capable d'imposer une section G à un lycée qui veut s'en débarasser, contrôlerait les options et la publicité. Parallèlement, la mise en place dans chaque établissement d'une politique d'information à destination des parents, journées portes ouvertes, affichage précis des résultats...

D'Alain Savary à Lionel Jospin en passant par Jean-Pierre Chevènement et René Monory, nos ministres ont tous milité pour le libre choix. Que signifie ce consensus ?

Au risque de scandaliser, il faut bien constater qu'il est très difficile de distinguer une politique éducative de droite d'une politique éducative de gauche. En réalité, on observe un partage des tâches : la droite fait la politique institutionnelle de la gauche -le collège unique, par exemple-, la gauche mène à bien les projets de la droite qui n'ont pas pu passer comme tels -ouverture à l'entreprise, désectorisation, tout ce qui renvoie à une conception libérale de l'éducation. Ce sont les hérauts du service public qui, en 1984, ont libéralisé le système. Inversement, les tenants du libéralisme, conscients comme responsables locaux des difficultés créées, de transport scolaire notamment, ont adouci leur discours libéral pur et dur. Reste que si la liberté de choix est légitime, elle ne doit pas devenir la norme. La notion d'établissement de rattachement nous protège des pires dérives.

Propos recueillis par Patricia Jaffray

* "Le Choix du lycée", Robert Ballion et Françoise Œuvrard, laboratoire d'économétrie de l'école Polytechnique-CNRS



L'ELECTRICITE, C'EST POUR GAGNER



Parce qu'elle est abondante, facile d'emploi, l'électricité est un atout majeur du développement économique. Avec un prix régulièrement orienté à la baisse, à l'abri des aléas internationaux, l'électricité renforce la compétitivité des produits industriels, stimule l'innovation et la création d'activités nouvelles.

EDF
Electricité de France

Sodel conseil

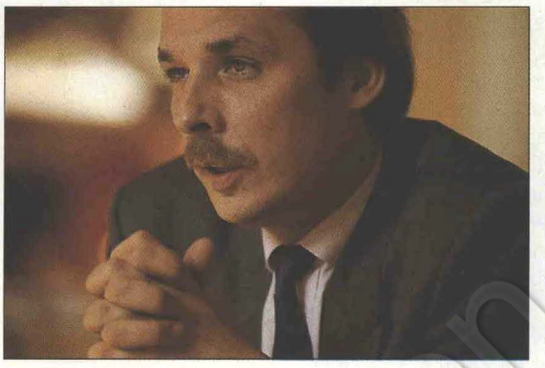
© Fondation Jean-Jaurès



CONTRE LE RACISME

L'égalité entre les hommes, la fraternité et la solidarité contre le mur de la xénophobie et de l'exclusion. Les socialistes refusent au nom de leurs idéaux que le racisme puisse se répandre comme une contagion. Le lendemain du Souvenir de la Déportation, Le Pen, faisait défiler ses troupes au rythme de slogans haineux. Au même moment, nos affiches apparaissaient partout en France. Elles appellent à la mobilisation de tous pour que le racisme ne soit pas "le mur des Français".

A Alger, le 20 avril dernier : plusieurs dizaines de milliers d'islamistes intégristes manifestent, en silence, leurs tapis de prière sous le bras. Le même jour, à Hautmont, une petite commune du Nord, quatre cents jeunes -en majorité des beurs- défilent pour dénoncer la politique de leur maire qui a demandé aux associations "d'éviter les rassemblements d'immigrés en centre-ville". Entre les deux évènements, bien évidemment, aucune relation. Si ce n'est des images qui entretiennent les fantasmes collectifs (l'encerclement). Des images qui, inconsciemment, favorisent un amalgame entre ceux qui -ailleurs- affirment leur intégrisme religieux et ceux qui -chez nous- défendent une liberté élémentaire.



▲ *Bernard Roman, secrétaire national à l'Information et à la communication*

Le péril est basané

"Les Arabes, puisque c'est d'eux qu'il s'agit, sont trop nombreux, arrogants, vindicatifs et dangereux car intégristes. Le complot est intérieur, le péril est basané" : l'affaire semble entendue.

Les socialistes ne peuvent admettre de tels raccourcis. La France aborde les années 90 sous le signe du racisme. C'est inacceptable. Car, au bout du compte, la xénophobie se banalise et génère un climat malsain et nauséabond.

Malsain car les problèmes réels ne sont pas traités pour ce qu'ils sont. D'après un sondage cité par la commission consultative des Droits de l'homme, 90% des personnes interrogées pensent que le racisme est plutôt ou très répandu. Et elles avancent trois raisons : un nombre trop important d'immigrés, une charge trop lourde pour l'économie, un comportement hostile des Maghrébins. Tout cela est faux et l'irrationnel est maître. Pire encore : la perméabilité aux thèses xénophobes est d'autant plus grande que les personnes sont plus proches de la situation des immigrés. Le thème de l'immigration sert ainsi d'exutoire au mal-être dont souffrent de nombreuses catégories sociales. Le recours efficace au bouc émissaire ô combien exploité par une partie de la classe politique.

La sociale contre le racisme

Alain Touraine écrivait dans le "Le Monde" du 13 mars dernier : "La question nationale remplace la question sociale au centre de la vie politique". Il est vrai, la nouvelle donne internationale, l'affadissement de certaines idéologies, la préparation du grand marché européen diluent les repères traditionnels des Français et impliquent un réancrage de l'identité nationale. Pour autant, le thème de l'immigration n'est pas, selon moi, inscrit dans cette problématique. Au contraire, c'est par les réponses que nous saurons apporter aux problèmes sociaux que nous arriverons à diminuer les sentiments racistes. D'une certaine manière, "la sociale" contre le racisme.

Malsain, le climat de la France mais aussi nauséabond car politiquement pervers. Après les états généraux de l'opposition sur l'immigration, la collusion entre la droite classique et le Front national est explicite. Le Pen a perdu le monopole de l'exploitation des peurs des Français. Valéry Giscard d'Estaing a choisi, pour regagner les sommets, de s'approprier les propositions de l'extrême droite. Jacques Médecin, lui, ne dérape plus : il se révèle. La droite élude ainsi la question morale du racisme pour la noyer dans le problème réel, certes, mais de nature différente, de l'intégration. Comme le rappelait Michel Rocard : "Intégration et lutte contre le racisme ne sont pas synonymes, ni réductibles l'une à l'autre. L'intégration des juifs ou celle des originaires de nos départements et territoires d'outre-mer n'a jamais empêché qu'ils soient victimes de l'antisémitisme ou du racisme". Assimiler l'une et l'autre question amène à entretenir une ambiguïté qui est l'alibi de l'exclusion. Un choix politique irresponsable, que semble faire une large partie de la droite.

Dans ce contexte, dénoncer le racisme et l'exclusion n'a rien de désuet ni d'angélique. Affirmer qu'un individu en vaut un autre, quelle que soit la couleur de sa peau, n'a rien de gratuit. Des dispositions sont à l'étude pour pénaliser plus lourdement les délits racistes et antisémites. Cela est nécessaire mais non suffisant. L'antiracisme est une vigilance, un combat de chacun. C'est une morale. A ce titre, il s'inscrit dans la tradition socialiste et républicaine. En lançant une campagne sur ce sujet, le Parti socialiste a pour objectif de remobiliser l'opinion. Il y a des attitudes -perverses mais aussi faussement pleines de bon sens- qu'il faut démasquer et combattre. Rappelez-vous le sketch de Fernand Raynaud : "J'aime pas les étrangers. Pourtant j'suis pas un imbécile puisque je suis douanier". Imbécile ou seulement abusé, douanier ou non, faisons en sorte qu'il refuse la xénophobie. Faisons en sorte que le racisme ne soit pas le mur des Français.

B.R.



▲ *Le racisme n'est pas une opinion comme les autres*



LE RACISME, UN MUR

Il ne se passe plus de semaine sans que n'éclate une affaire de caractère raciste. Véhiculé par des idéologues et des politiciens nostalgiques ou sans scrupule, les thèses racistes et xénophobes gagnent du terrain dans tous les milieux. Le Parti socialiste n'entend pas laisser s'opérer ce glissement sans réagir : il lance une vaste campagne contre le racisme.

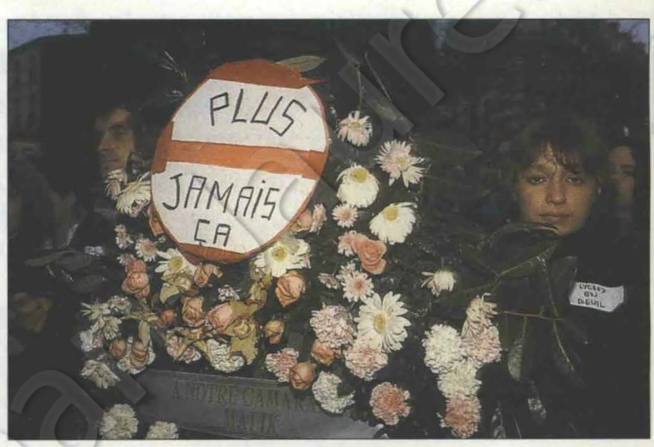
Considérer le racisme comme un phénomène nouveau en France, sinon dans sa réalité du moins dans son ampleur, serait une illusion d'optique. Le premier théoricien du racisme moderne était français. Dans son "Essai sur l'inégalité des races humaines", en 1855, le comte Joseph Arthur de Gobineau développait des théories qui allaient servir avec la barbarie que l'on sait outre-Rhin : la race supérieure était pour lui les Germains, la seule à avoir conservé pure son aryanité, alors que les Sémites et Chamites, Slaves et Celtes, s'étaient corrompus par leur mélange, les uns avec la race noire, les autres avec la race jaune. Mais ses thèses délirantes eurent moins de succès en France qu'en Allemagne où elles furent appliquées avec un zèle tout particulier par les nazis. Cela n'empêche pas le sentiment raciste d'être présent et actif en France pendant tout le XIXe siècle et la première moitié du XXe siècle. Ce vieux fond habille les mentalités coloniales de mépris de l'indigène et a même pollué en son temps le mouvement ouvrier : Proudhon, qui fut un penseur socialiste souvent pertinent, fut hélas d'un antisémitisme et d'un antiféminisme forcenés.

Dès qu'apparaissent les concepts de droite et de gauche, l'extrême droite est un courant vivace en France. "La Libre parole", le journal d'Edouard Drumont, l'auteur de "La France juive", n'avait à la fin du siècle dernier rien de confidentiel. Drumont fut tout ce qu'il y a de plus régulièrement élu député d'Alger en 1898. On pouvait élire avant la guerre, sous l'étiquette d'antijuif, quelqu'un comme Darquier de Pellepoix, qui fut plus tard commissaire aux Questions juives de Vichy.

Une extrême droite xénophobe et enracinée

Mais si l'extrême droite xénophobe a de profondes racines en France, il aura fallu une guerre, une débâcle et une occupation pour qu'elle prenne momentanément le dessus. La Révolution nationale de Pétain, qui se distingue par son zèle parfois non sollicité, vivote à l'ombre tutélaire de l'Allemagne nazie. Mais à chaque fois qu'une vraie bataille idéologique a été engagée, le courant raciste l'a perdue. Ainsi, l'affaire Dreyfus marque une étape fondatrice du socialisme français. La décision longuement mûrie de Jaurès de défendre le bourgeois juif Dreyfus parce que c'est la justice, est un acte qui fonde l'originalité du socialisme français, une manifestation avant la lettre de sa résistance aux dogmes marxistes-léninistes, qui lui vient de sa filiation avec la Révolution de 1789 et ses droits de l'homme et du citoyen qui, malgré la force des préjugés, les assemblées au départ hostiles et les intérêts économiques, impose finalement la citoyenneté des juifs et l'abolition de l'esclavage.

Rien d'étonnant à ce que le "droit de l'homisme", comme ils l'appellent, soit une cible constante de Le Pen et de ses émules. Rien d'étonnant non plus à ce que l'extrême droite passe une bonne partie de son énergie à "réviser" l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, à nier la réalité du génocide, à jouer avec le mot crématoire, ou à qualifier de détail les

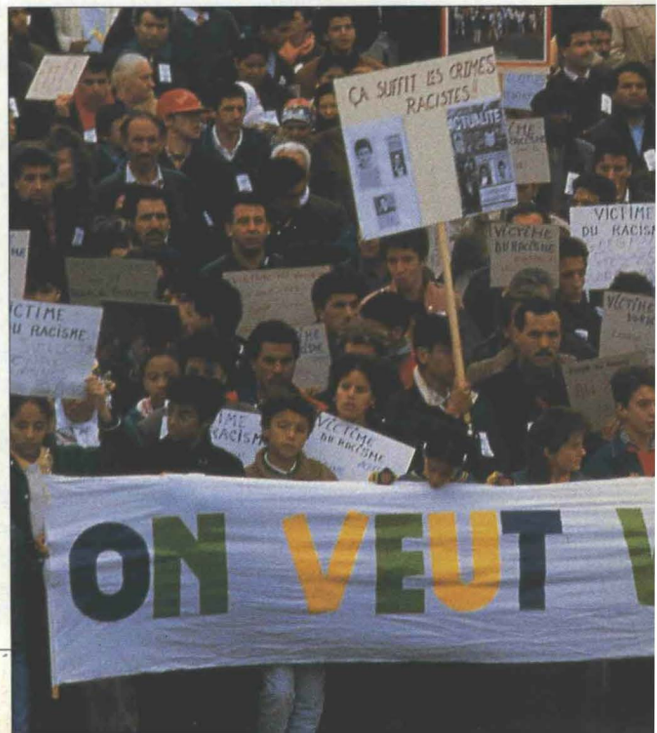


▲ *7 décembre 1986 : obsèques de Malik Oussekine*

chambres à gaz. Car si, dans l'histoire des deux derniers siècles, il n'est qu'une période où le courant politique clairement raciste et xénophobe confine à la marginalité, où le racisme devient rampant (il effleure dans le poujadisme où Le Pen déjà s'ébroue et chez les partisans de l'Algérie française), c'est celle qui suit la guerre. Le fascisme a abondamment démontré par la criminalité de certaines idées que le racisme n'était pas une opinion comme une autre. Notre erreur a été de croire que la force de la démonstration interdisait à tout jamais le racisme de se croire innocent.

Glissement et contagion

C'était sans compter avec le trouble de la mémoire. Nous sommes passés subrepticement du culpabilisé "je ne suis pas raciste, mais" à l'arrogant "eh oui, je suis raciste". Premier glissement : le racisme passe de la sphère privée à la sphère publique. Nous avons tous ou presque été confrontés, lors de dîners en ville, à des discours frileux de petits ou grands bour-



Pierre-André Taguieff : combattre toutes les formes de fanatisme

Quel diagnostic faites-vous sur la montée du racisme ? La situation vous semble-t-elle préoccupante ?

Il faut être extrêmement rigoureux. Tous les rapports et les sondages concordent : ce sont les menaces (injures, coups de téléphone anonymes, agressions verbales) qui ont augmenté le plus. Le racisme anti-immigré, notamment anti-maghrébin, s'affirme depuis les années 1980-1982, années d'apparition du Front national. L'antisémitisme est en recrudescence (sauf pour les crimes liés dans la quasi totalité des cas à la scène moyen-orientale) mais on ne peut pas dire pour autant que tous les tabous ont sauté. Une enquête du CEVIPOF qui n'a pas encore été rendue publique montre une proportion importante (27%) de Français sans opinion à l'égard des juifs. En ce qui concerne les crimes à caractère ou à connotation raciste, il faut se montrer extrêmement prudent dans la dénonciation et ne pas céder au jeu de la passion idéologique qui donnerait des armes à nos adversaires. Même si le soupçon est fort au départ, tout crime ou agression à l'encontre d'un immigré n'est pas par nature raciste. Il est nécessaire de procéder à des enquêtes qui justifient la vigueur de la dénonciation et l'exigence de sévérité des sanctions. L'époque se caractérise également par la tonalité des écrits idéologiques, plus souvent d'ailleurs de courants qui se veulent plus radicaux que le FN. Sans atteindre toutefois le niveau de la presse d'avant-guerre, de "Gringoire" et de "Je suis partout".

Quels moyens employer pour lutter efficacement contre le racisme ? Quels sont les écueils à éviter ?

Le phénomème nouveau est le dynamisme militant du Front national qui tend à se substituer malheureusement au militantisme de gauche.

(suite p.9)

A ABATTRE

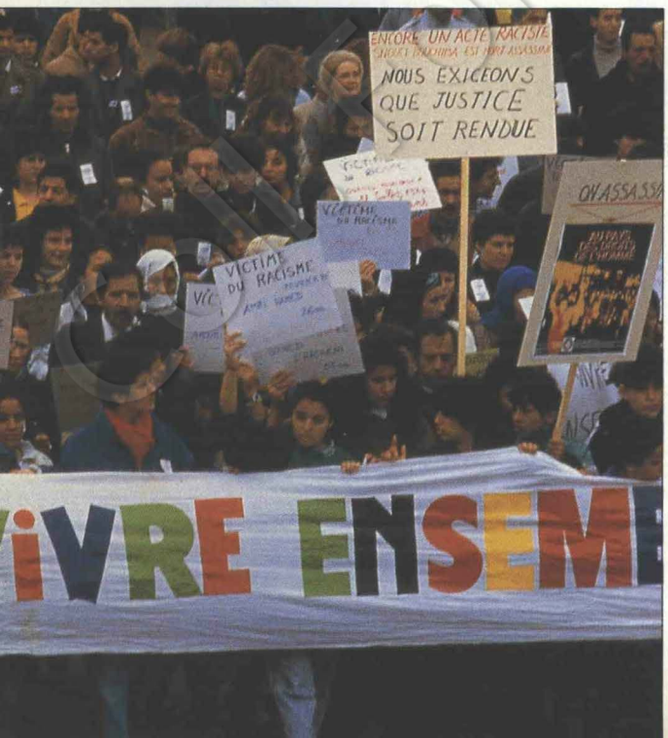


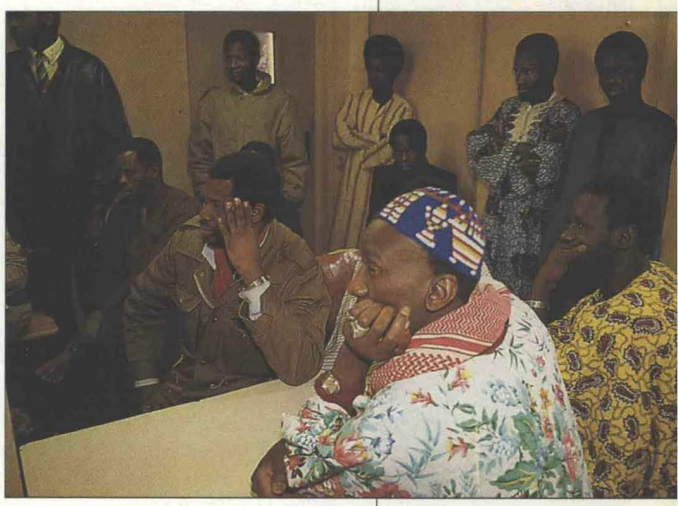
geois. Nous avons tous ou presque entendu dans les cours populaires d'écoles ou de casernes ces termes péjoratifs et ces plaisanteries grasses que l'on applique au Juif ou à l'Arabe. Qui peut prétendre qu'il a connu les mots youpin, youtre, bougnoule, bicot, raton en feuilletant un dictionnaire d'argot ou en lisant Louis-Ferdinand Céline ? Mais on entendait moins souvent le maire d'une ville importante, comme celle de Nice, claironner devant micros et caméras "qu'il n'avait jamais vu un israélite refuser un cadeau même s'il ne lui convient pas", ou un élu indûment de gauche (mais rassurons-nous, il ne le restera probablement pas), ancien maire communiste de Clichy-sous-Bois, confier à "Libération" que les immigrés "étaient comme des meutes de hyènes dans les cités". Monsieur André Deschamps aura au moins dans cette affaire gagné un supporter en la personne de M. Eric Raoult, député RPR de Seine-Saint-Denis qui "dénonce le scandale" que constitue l'éviction par la gauche d'un maire si "proche de la population". Et de réclamer dans la foulée par une question écrite à Pierre Joxe "la dissolution du conseil municipal de Clichy-sous-Bois".

Second glissement qu'illustrera une scène vécue : un homme visiblement embrumé d'alcool égrène sa litanie raciste. Tout y est, du Juif à l'Arabe en passant par le Chinois. Puis son discours carrément pathologique teminé, il sort en zigzagant. Hier, ce délire éthylique n'aurait provoqué qu'indignation ou plus sûrement ricanements. Mais un silence pesant s'installe, interrompu par une voix de femme d'un certain âge : "Il y a du vrai dans tout cela". Cette parole est à la mesure de la contagion des thèses racistes. La recherche du bouc émissaire a incontestablement été favorisée par la crise. D'après un sondage SOFRES publié par le "Figaro", l'ensemble des Français place comme solution au chômage en seconde position (32%) le renvoi des immigrés, juste derrière l'amélioration de la formation professionnelle (37%) et loin devant la réduction du temps de travail (15%). Les Français de droite pensent même que c'est la meilleure solution. Les Français de gauche, à 43%, sont moins nombreux à le croire mais tout de même 24% à préconiser une mesure qu'aucun économiste, industriel ou syndicaliste conséquent, ne prendrait au sérieux !

Une campagne opportune

Cette situation est suffisamment préoccupante pour qu'on ne tarde plus à réagir vigoureusement. La banalisation de la mentalité et du comportement racistes doit être clairement circonscrite, stigmatisée, poursuivie. A trop redouter d'offrir à Le Pen et ses succédanés la palme du martyr on s'enferme dans une impasse : réputés infréquentables, ils envahissent tréteaux et plateaux. Caressés dans le sens du poil, confortés dans leur vote, justifiés dans leurs motivations (arrêtons ce sempiternel discours qui veut que le moindre dysfonctionnement de la société profite au Front national), ses électeurs sont d'autant plus disponibles à entendre un discours de persécution dont Le Pen et ses lieutenants ne se privent pas qu'ils sont proclamés innocents ou irresponsables.





Il est en tout cas de la responsabilité de la gauche et singulièrement du PS de lutter contre le racisme, sous toutes ses formes. La campagne qui démarrera par une grande vague d'affichage dès le 1er mai à Paris, et à partir du 8 en province, se poursuivra par une mobilisation dans les communes et une série de propositions et d'actions qui seront rendues publiques à la mi-mai. L'idée de mener en parallèle une campagne contre le racisme et de lutte contre les inégalités est cohérente.

L'égalité entre les hommes, l'égalité en droit, l'égalité sociale sont trois manières de briser le mur de l'oppression et de l'incompréhension.

Bernard Chaouat

La campagne du PS

"Le racisme sera-t-il le mur des Français ?". Lettres rouges sur fond blanc, le Parti socialiste pose la question clairement, crûment, sans fioritures.

Dès le 8 mai, 5.000 affiches commerciales (4m/3), partout en France, interpelleront ainsi chacun de nous. 200.000 affiches "à l'italienne", proposant le même slogan, sont mises à la disposition des fédérations. Cette campagne volontariste est relayée par un numéro spécial "PS info", des insertions publicitaires dans deux quotidiens nationaux ("Libération" du 2 mai et "Le Monde" daté du 3 mai) et un message accessible par le minitel (36.14, code PS). Organisateur de la campagne, Bernard Roman était en direct sur ce code minitel, le 3 mai, et a animé, avec le MJS de Nanterre, une réunion publique sur le thème "Le droit de vote des étrangers, je suis pour".

Une idée : que tous les maires socialistes prennent une initiative en faveur de l'intégration : action culturelle, sociale, pour le logement... la lutte contre le racisme se fait au quotidien.

A nous d'affirmer haut et fort notre refus de l'exclusion, à nous de dire, non, le racisme ne sera pas le mur des Français.

L'urgence qui, je l'espère, n'est pas une utopie, est de recréer des réseaux associatifs conséquents et de redonner une foi militante à la gauche. De développer des contre-argumentaires avec des mises au point chiffrées qui permettront de répondre aux fantasmes du Front. Pour être vraiment efficace, l'antiracisme doit combattre les formes de fanatisme : empêcher les processus de "ghettoïsation" ethnique qui donne des armes à la xénophobie. Trop de gens donnent un caractère absolu aux différences. La voix est étroite : l'intolérance envers les intolérants militants doit se conjuguer avec la tolérance pour les différences qui sont compatibles avec une vie et un projet collectifs.
Et surtout arrêtons de charger, comme je l'explique dans le numéro de mai de "Esprit", l'immigration de toutes les difficultés sociales.

Propos recueillis par B.C.

Appel du Parti socialiste pour le 1er mai

Il y a exactement 100 ans, à l'appel de l'Internationale socialiste, lors de son congrès de Paris, le monde du travail s'est dressé contre l'injustice, l'exploitation des hommes, des femmes et des enfants. C'était le 1er mai 1890.

Mai 1981 : élection de François Mitterrand. La gauche est au pouvoir. C'est une nouvelle étape dans la lutte contre les inégalités : réduction du temps de travail, retraite à 60 ans, lois Auroux, égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, remboursement de l'IVG.

Mai 1988 : avec la réélection de François Mitterrand se poursuit le combat contre les inégalités, que la crise et la politique de la droite entre 1986 et 1988 ont aggravées. C'est l'instauration du revenu minimum d'insertion, un effort sans précédent en faveur de l'Education nationale, le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune.

Aujourd'hui, pourtant, des inégalités demeurent qui touchent plus particulièrement les chômeurs, les jeunes, les femmes, les salariés sans qualification et ceux de plus de 50 ans. Cette situation sape le fondement même de la cohésion sociale sans laquelle il ne peut y avoir de modernisation économique.

Il nous faut continuer la modernisation sociale entreprise depuis 1981. C'est l'ambition que les socialistes se sont fixée lors de leur dernier congrès. Par une nouvelle étape, il nous faut poursuivre et amplifier une politique de croissance sociale qui réduise fortement les inégalités.

L'année 1989 a vu le mur de Berlin s'écrouler, puis celui de l'apartheid être ébranlé. En France, c'est un nouveau mur, celui du racisme, qui risque de s'ériger. L'extrême droite, porteuse d'injustices sociales et d'une volonté d'exclusion, tente de détourner le 1er mai en défilant dans la rue. Le Parti socialiste appelle à la plus grande mobilisation pour lutter contre ce mur de la haine et ce défilé de la honte. Le 1er mai 1990 doit être le point de départ de ce sursaut.

Histoire du 1er mai



Le 1er mai, fête du travail en France depuis 1947, était au départ une journée de revendications ouvrières.

La limitation du temps de travail, la journée de 8 heures et le principe des "trois-huit" (8 heures de travail, 8 heures de loisir, 8 heures de sommeil) sont à l'origine du 1er mai. Déjà, au XVIIe siècle, cette formule des "trois-huit" avait été énoncée par Denis Veiras dans son roman, "L'Histoire des Sévarambes" : "Les divertissements et les plaisirs qui succèdent au travail recréent et raniment le corps et l'esprit, et le repos ensuite les rafraîchit et les délasse". La fiction a, au XIXe siècle, laissé la place à la réalité. Les ouvriers anglais luttent pour la journée de huit heures et obtiennent la diminution progressive du temps de travail.

Cependant, le mouvement pour les huit heures est né aux Etats-Unis. Là, les efforts ouvriers aboutirent à l'institution de la journée de huit heures dans les établissements publics, mais pas dans les entreprises privées où l'on continuait à travailler 11 ou 12 heures par jour. Déclenchée le 1er mai 1886, la grève générale donna lieu à des troubles graves à Milwaukee et à Chicago où l'on déplora plusieurs morts. Désormais, le 1er mai est devenu une date symbole. En 1889, le premier congrès de la IIe Internationale socialiste, réuni à Paris, décida, sur proposition du Français Lavigne, qu'il serait organisé "une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à 8 heures la journée de travail (...) Attendu qu'une semblable manifestation a déjà été décidée pour le 1er mai 1890 par l'American Federation of Labour (...), cette date est adoptée pour la manifestation internationale". Au jour dit, il y eut quelques échauffourées, mais l'ordre fut relativement maintenu. Il n'en fut pas de même le 1er mai 1891 où, à Fourmies (Nord), l'armée expérimenta les fusils Lebel et fit dix morts. De sévères affrontements eurent également lieu en 1920. Depuis, la manifestation du 1er mai est une démonstration pacifique qui, comme Jaurès l'avait défini, consacre "l'universelle entente des travailleurs".



▲ *Pour le centenaire du 1er mai, les PTT éditent un timbre à 2,30 F gravé par Jean-Maxime Relange.*

C'est quoi, un maire socialiste ?

Du 17 au 19 mai, se tiendra à Strasbourg le congrès de la Fédération nationale des élus socialistes (FNESR) qui représente environ 60.000 élus.

En effet, 6.200 maires, 980 conseillers généraux, 486 conseillers régionaux concourent à l'animation et à la gestion des collectivités. Sans oublier que, parmi les 275 députés et les 62 sénateurs socialistes, bon nombre détiennent un mandat local.

Mais, objectera-t-on, peut-on voir une différence entre une gestion de droite et une gestion de gauche, n'est-ce pas identique, à peu de chose près ? Tarte à la crème qu'on nous balance joyeusement, y compris dans nos propres rangs.

Eh bien, allez voir à Montfermeil et à Villiers-le-Bel, si c'est la même chose...

Cette dernière commune vient de recevoir un prix pour sa participation dans la "bataille de la lecture" et pour son action dans la lutte contre l'illettrisme. Tandis que dans l'autre, on coupe le chauffage des écoles et on ferme les cantines.

Mais alors, vous n'avez de souci que pour les immigrés... et les nationaux, mon brave monsieur ?

C'est justement un de ces sujets qu'auront à débattre les délégués au congrès de Strasbourg: comment vaincre toutes les exclusions. D'ailleurs, dans le courant du mois de mai, chaque maire socialiste aura à cœur de prendre une mesure significative pour faciliter l'intégration.

Mais ce ne sera pas la seule question. On débattra également des impôts locaux, de cette fichue taxe d'habitation, d'urbanisme, de transports.

L'eau sera aussi à l'ordre du jour : il faudra la payer plus cher et aussi l'économiser. La collecte des ordures ménagères, le traitement des déchets industriels, sont aussi matière à réflexion.

De plus, les élus peuvent se demander si, après la décentralisation, le pouvoir s'est rapproché du citoyen. "Pas encore", déclarait récemment Pierre Joxe.

Comment se déroulera ce congrès ? Depuis quelques dimanches, les résultats des élections partielles apportent du réconfort à la gauche, alors, le ciel de Strasbourg sera-t-il aussi serein ?

On ne peut que le souhaiter

Claude-Emile Guérin

Courrier



Des flots de lettres nous parviennent quotidiennement. Toujours, dans ces missives, vous évoquez Rennes, blessure non cicatrisée. Mais au-delà du congrès, vous posez des questions souvent pertinentes. Parlez, parlez, "Vendredi" vous écoute et vous ouvre ses colonnes. "Ce n'est pas le moment de flancher", comme le dit Marie-Claude Citeau.

"Une connaissance me disait dernièrement : "Comment pouvez-vous encore être socialiste aujourd'hui ?" J'ai répondu : "Justement, c'est encore plus difficile, mais ce n'est pas le moment de flancher."
D'accord pour la rigueur, la France est redevenue économiquement et culturellement une puissance où je suis fière de vivre. D'accord pour les grands choix qui ont été faits. Delors, Rocard, Bérégovoy. Mais attention, la base se lasse. Le partage, s'il vous plaît."
Marie-Claude Citeau - Luxeuil (70)

"J'ai lu avec intérêt dans le n° 57 de "Vendredi" les articles sur la démocratie locale et la représentation du personnel dans les PME.
Je voudrais vous dire que je suis toujours étonné de voir les élus et dirigeants politiques socialistes déplorer l'absence de représentation des salariés dans certaines entreprises, notamment dans les PME, alors que, dans les services publics, il n'existe pas de délégués du personnel, et dans certains cas, même pas de délégués syndicaux. N'est-il pas alors paradoxal de reprocher aux patrons cette carence représentative alors que vous ne l'avez pas mise en place dans les administrations nationales ou locales ? Commencez donc par montrer l'exemple afin de prouver l'efficacité de l'amélioration des relations humaines dans les services et les entreprises. Car dans la fonction publique, comme dans le privé, la hiérarchie est parfois pesante, et il existe des petits chefs semblables aux patrons de droit divin. Et vous ne moderniserez pas le service public sans la coopération et l'adhésion de tous les fonctionnaires. Vous me répondrez que le droit syndical existe, et que les fonctionnaires ont des représentants syndicaux. Sans doute, je suis moi même syndicaliste, j'ai été secrétaire général national permanent durant 6 ans, et suis maintenant retraité. Mais, d'une part, les syndicats ne sont pas implantés partout et ne peuvent pas être présents dans le fonctionnement des services locaux. D'autre part, l'affiliation syndicale n'est pas obligatoire, et il existe de nombreux fonctionnaires inorganisés.
J'estime donc que l'élection de délégués du personnel devrait exister dans la fonction publique. Un comité de service comparable au comité d'entreprise réunirait le ou les chefs, les délégués du personnel et les délégués syndicaux là où ils existent. Ce comité pourrait traiter des problèmes de fonctionnement ou de modernisation, des relations humaines au sein du service et avec le public. Là où cela est possible, des représentants des usagers pourraient être associés à certaines délibérations.
Est-il, par exemple, admissible que, dans les communes importantes, il n'existe pas de commissions paritaires locales ?
Camarades, maires socialistes, qu'attendez-vous pour créer dans vos villes ces structures démocratiques représentatives du personnel, ne seraient-elles qu'informelles ou officieuses, que vous préconisez aux patrons privés ? Chiche."
Léon Gilot - Clichy (92)

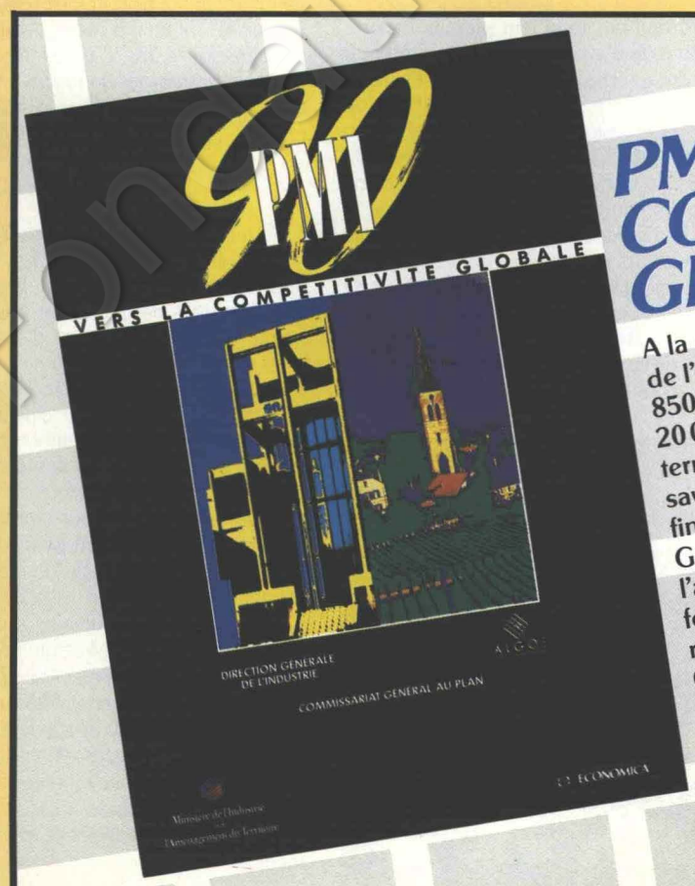
"Je suis surpris de ne pas lire dans "Vendredi" un article sur les "affaires". Autour de moi, je vois des militants déçus et d'autres personnes faire des gorges chaudes de l'affaire du "Carrefour du développement" et des histoires marseillaises.
Le Parti se veut propre et il doit l'être. Nous ne pouvons couvrir les Nucci et consorts sans le discréditer. S'il y a des magouilleurs au sein du PS, il faut les montrer du doigt et les juger, non les défendre et les blanchir.
C'est en faisant cela que nous resterons forts et que le peuple nous fera confiance, sinon nous deviendrons un parti à la grecque et irons ramasser les miettes aux prochaines élections.
Rien ne sert de critiquer les autres si nous ne savons balayer devant notre propre porte. Lorsque celà est nécessaire, il faut avoir le courage de le faire. Même en politique, l'intégrité est payante."
Eddie Tourdes - Saint-Aubin-de-Blaye (33)

"Avant de venir au pouvoir en 1981, la gauche avait promis la réduction du temps de travail : les 35 heures !
Maintenant, elle fait machine arrière. Le coût de cette mesure n'est pas une excuse. Les gens qui sont bien payés peuvent travailler plus, mais les smicards auraient au moins l'espoir, en travaillant moins, de vivre mieux, plus longtemps, en comptant moins sur la Sécu.
Quelqu'un a-t-il étudié les congés maladie des gens qui peuvent travailler à temps partiel par rapport à ceux qui travaillent à temps plein ? Quelqu'un, au Parti socialiste, pense-t-il au bonheur de l'homme ?"
Sobac - Savigné-sous-le-Lude (72)

"Je pense qu'il y a encore des socialistes malgré les notables qui se parent de ce mot pour servir leur carrière et ignorent que le premier devoir d'un socialiste, un vrai, est d'éliminer la misère.
Je continue à proclamer que les gens, dans leur majorité, dont moi-même, ne sont pas déçus par le socialisme, mais pas les carriéristes qui se disent socialistes."
Jean Feyfant - Mussidan (24)

"Voici la taxe d'habitation calculée au prorata des revenus ! A qui peut-on faire croire que cette taxe sera équitablement calculée ? Le camarade Charasse a beau nous dire "qu'elle sera plus juste parce qu'une personne vivant seule paiera ainsi moins qu'elle ne paie maintenant lorsque deux ou trois personnes salariées vivront sous le même toit." D'accord monsieur le ministre, mais alors, soyez logique jusqu'au bout et faites payer cette taxe non pas en fonction du revenu du propriétaire ou du locataire, mais des personnes salariées vivant sous le même toit. Autrement dit, que cette taxe soit payée individuellement par chaque salarié quel que soit son revenu ou son salaire. Car, au prorata des revenus, qui va encore payer ? Toujours les mêmes : les salariés, les cadres et les fonctionnaires surtout ! C'est-à-dire tous ceux dont les revenus sont bien répertoriés !"
A. Labat - Mont-de-Marsan (40)

"400.000 ménages sans abri ;
2.000.000 considérés comme mal logés ;
400.000 bénéficiant du RMI ;
620.000 attendant de le percevoir ;
2.500.000 ayant moins de 1.500F par mois.
Selon les organisations humanitaires, les pauvres sont trois fois plus nombreux qu'il y a huit ans."
Fernand Bourgeois - Jurançon (59)



PMI 90 VERS LA COMPETITIVITE GLOBALE

A la demande du Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire, 850 entreprises, représentatives de 20 000 PMI françaises ont été interrogées en termes de marchés, stratégies, technologies, savoir-faire, ressources humaines et financement.
Grâce à la mesure de 600 variables et à l'analyse d'un million de données, PMI 90 fournit pour la première fois une somme de renseignements passionnants sur les PMI. Cette étude permet de disposer d'une connaissance approfondie du tissu industriel français, utile aux entreprises et à tous ceux qui travaillent avec elles.

Elle est diffusée par ECONOMICA
1, place Saint-Charles – 75015 PARIS
Tél. : 45 79 93 56. Son prix est de 150 F.



Un climat politique tendu

Désinformation

Un mensonge gros comme le siècle, ou comment une énorme entreprise de désinformation a été entreprise et réussie en décembre dernier par les pays de l'Est. L'objectif : rendre incontournable et même indispensable la disparition brutale des Ceausescu et la rapidité d'une "révolution spontanée" du peuple. Les milliers de morts ? Les charniers de Timisoara ? Le génocide et les camps ? Rien de tout cela n'aurait vraiment eu lieu. Le correspondant dépêché par l'AFP à Bucarest a mené une enquête de fond et nous raconte comment la presse occidentale a "marché", trop bien "marché". Et pourtant, le tyran des Carpates était bien un tyran, un horrible tyran, qui méritait certes un châtiment suprême... Pourquoi donc être allé trop loin ? La réponse réside sûrement dans le nom de Gorbatchev, donné pour celui de chef d'orchestre.
"Un mensonge gros comme le siècle. Roumanie, histoire d'une manipulation", par Michel Castex. Albin Michel, 192 p, 75 F.

Les Roumains votent dans deux semaines. Rarement, à la veille d'un scrutin d'une telle importance, un pays ne s'est trouvé dans une situation aussi troublée et potentiellement riche de toutes les possibilités. Une mission de l'Internationale socialiste rentre de Roumanie.

Le peuple sort tout juste d'un régime totalitaire, qui a duré 45 ans, et en subit les conséquences dramatiques. La société a été atomisée, les structures traditionnelles détruites, et c'est toute une génération qui a été éduquée dans un climat de peur et de suspicion. Mais, à la mesure du drame qu'ils ont vécu, les Roumains souhaitent enfin ne plus être trompés ni manipulés par des forces politiques qu'ils ne maîtrisent pas. Après la révolution, les Roumains ont souhaité la rupture avec le passé et ses responsables. Leur regard sur la politique est rarement indifférent, il est plutôt l'expression de l'inquiétude face aux possibles manipulations.

La véritable nature du Front de salut national

Le Front de salut national, qui a géré le pouvoir après la révolution de décembre, est devenu une formation politique. Il souhaitait s'identifier totalement à la révolution de décembre sans avoir à se définir explicitement comme une organisation politique. Mais ses représentants se sont lancés dans la campagne électorale et les courants d'opposition ont exigé du Front qu'il précise son programme. Le gouvernement est désormais représenté par le Conseil provisoire d'union nationale qui comprend un bureau exécutif sous la présidence de Ion Iliescu, président du Front, et de deux vice-présidents, issus des partis d'opposition.

Les représentants du Front, qui ont tenu leur premier congrès en qualité de parti, au début du mois d'avril, tentent de se présenter comme une formation de centre-gauche, rejetant les partis historiques à la droite de l'échiquier politique. Outre qu'il est difficile de définir clairement une droite et une gauche quelques mois après un régime totalitaire, dont la violence évoque celle de la période stalinienne, cette volonté du Front de s'affirmer comme une force de gauche n'est pas dépourvue d'ambiguïté. Dans son programme, le Front fonde sa légitimité sur la révolution de décembre, s'affirme comme une force proche des valeurs et des objectifs de la social-démocratie européenne et exprime des projets généraux autour de la démocratisation et de l'indispensable modernisation économique.

Pourtant, un certain nombre de Roumains s'interrogent sur sa véritable nature. A la différence de ce qui s'est produit dans les divers pays de l'Europe de l'Est, il n'y pas eu pour le Parti communiste roumain de congrès pour annoncer sa dissolution ou sa transformation : c'est presque clandestinement qu'il a opéré sa mue. Petre Roman a reconnu lui-même qu'un congrès du Parti communiste demanderait un courage dont personne n'est capable en Roumanie. Pourtant, de nombreux responsables de l'ancien appareil continuent à occuper des fonctions, la majorité d'entre eux œuvrant pour le Front. Partisans des indispensables transformations, ces anciens membres du Parti veulent éviter que soit posée de façon précise la question des responsabilités dans le régime Ceausescu. Le débat sur les quarante ans de régime communiste reste encore largement occulté : il est symptomatique, par exemple, que pour la diffusion d'un documentaire sur les élections truquées de 1946, qui ont légitimé la prise de pouvoir par les communistes, la télévision roumaine ait choisi une heure particulièrement tardive.

Les partis historiques, le Parti national-paysan, le Parti national-libéral et le Parti social-démocrate ne souffrent pas de cette ambiguïté. Interdits très tôt par le pouvoir communiste, ils peuvent tenter de s'affirmer comme la véritable solution de rechange. La popularité du Parti paysan et du Parti libéral grandit. Campeanu, le chef du Parti libéral, est indiscutablement la figure politique la mieux en mesure de s'opposer au représentant du Front, Iliescu, pour les élections présidentielles. Mais ces partis qui souhaitent démanteler les structures de l'Etat communiste nourrissent aussi l'inquiétude d'une partie des Roumains : la fin des coopératives, les privatisations sont synonymes, pour quelques-uns, d'un avenir incertain. Le Front l'a compris et tente de rassurer les Roumains en promettant, non sans démagogie, une transition économique sans douleur : sans inflation et sans chômage.

Le risque de la manipulation

Une dérive droitière où se mêlent la xénophobie à l'égard des Hongrois et certains relents d'antisémitisme a pu être observée auprès de certains militants du Parti paysan. En même temps, ces partis historiques ne maîtrisent pas toujours le recrutement de leurs membres : une infiltration d'anciens responsables de la Securitate n'est pas à exclure.

Cependant, la société roumaine ne se prête pas aussi facilement à la manipulation que certains pourraient le penser. Les personnes rencontrées à Bucarest, étudiants, journalistes ou même sportifs, ont montré une étonnante volonté de comprendre, de participer et de rester vigilants face au processus politique. La soif d'information est extraordinaire et beaucoup de Roumains regrettent les immenses difficultés qu'ils rencontrent pour consulter la presse en langue française qui reste dans ce pays, et de loin, la langue étrangère la plus connue.

Beaucoup de Roumains aspirent à la constitution d'un large mouvement démocratique qui poursuive l'œuvre de rénovation dont l'impulsion a été donnée par la révolution et souhaitent l'émergence d'une force qui ne revête ni les caractéristiques ambiguës du Front, ni le caractère parfois passéiste des partis historiques. Le Groupe pour le dialogue social, qui rassemble les grandes figures de la résistance morale et de nombreux intellectuels, tente de constituer une troisième force qui réponde à ces aspirations. Ses moyens demeurent cependant encore limités et, face au Front, la partie est encore très inégale.

Luc Lévy



◀ *Une étonnante volonté de comprendre, de participer et de rester vigilants face au processus politique*

L'Europe après le sommet de Dublin

Plus d'Allemagne dans plus d'Europe. Un bilan du sommet des douze chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Dublin, avec Gérard Fuchs, secrétaire national aux Affaires européennes et de sécurité.



"Vendredi". Le sommet de Dublin devait être consacré à la réunification allemande. Le sujet a été peu discuté. Cela signifie-t-il que tout le monde est d'accord ou que Helmut Kohl est désormais seul maître à bord ?

Gérard Fuchs. Cela veut dire que les Douze considèrent que l'unification est acquise. Le calendrier en est fixé (1er juillet : union monétaire ; début 1991 : rattachement de la RFA et de la RDA, puis engagement de discussions officielles avec les instances communautaires). Les pays les plus réservés ont compris, après les élections du 18 mars en RDA, que le processus serait très rapide. Politiquement, l'équilibre psychologique est à trouver entre ne pas donner l'impression qu'on veut se mêler des affaires interallemandes et faire comprendre aux Allemands que l'évolution de leur pays concerne l'ensemble de l'Europe. Le chancelier Kohl a donné des gages pour confirmer que, dans son esprit, l'unité des deux Etats allemands et l'accélération de la construction de la Communauté européenne vont de pair, notamment en acceptant un calendrier de mise en œuvre de la dernière phase de l'union économique et monétaire (prévue le 1er janvier 1993) toujours obstinément refusé jusque-là.

Les Douze ont-ils progressé sur la relance de l'Europe politique proposée par Helmut Kohl et François Mitterrand ?

Certains disent que cette volonté resurgit par peur de la "grande Allemagne". Or, les deux Etats allemands pèsent moins dans l'Europe des douze que la seule RFA dans l'Europe des six. A ceux qui disent que la Communauté est dépassée du fait de la révolution démocratique à l'Est, il était important de répondre qu'au contraire, elle était plus que jamais un modèle, et qu'il fallait en accélérer le développement. C'est le sens de la proposition de François Mitterrand et de Helmut Kohl. Deux acquis sont à mettre au crédit du sommet de Dublin : la mise au travail des douze ministres des Affaires étrangères pour élaborer des propositions précises en matière intitutionnelle et l'accord de principe sur une deuxième conférence intergouvernementale venant s'ajouter à celle prévue sur l'union économique et monétaire et qui devra respecter le même calendrier.

Helmut Kohl parle souvent d'Etats-Unis d'Europe. Le terme ne risque-t-il pas d'effrayer et de renforcer des réactions nationalistes ?

J'aime bien l'expression Communauté européenne. Si elle pouvait mériter son nom à travers une vraie politique sociale, je serais partisan de le garder. L'Europe n'atteindra jamais le degré d'intégration des Etats-Unis d'Amérique. En réponse aux idées nationalistes, il faut faire naître une fierté d'être Européen qui pourrait se manifester par rapport aux Japonais et aux Américains par une multiplication des réussites technologiques comme Ariane et Airbus, et une fierté en termes de modèle de société fondé sur les droits de l'homme.

L'existence d'une défense européenne est-elle à l'ordre du jour ?

Jusqu'à présent, la RFA a toujours refusé que la CEE s'occupe de défense. Elle avait le sentiment que cela rendrait son rapprochement avec la RDA plus difficile. Alors que ce tabou est en train de tomber, reste une question simple : Américains et Soviétiques peuvent-ils décider seuls de la sécurité de l'Europe ? Ou les Européens doivent-ils faire entendre leur voix ? Une position commune de la Communauté sur les grandes négociations de désarmement est souhaitable à un moment où les alliances, l'OTAN et tout particulièrement le pacte de Varsovie, ont tendance à décliner.

Réalisation d'une union monétaire, économique et politique au 1er janvier 1993, élections législatives françaises la même année ; l'Europe pourrait-elle être le grand dessein de François Mitterrand ?

Si le 1er janvier 1993 marque l'avènement d'une Communauté européenne sans frontières, avec un taux de chômage plus faible, des règles sociales montrant qu'elle n'est pas seulement un grand marché, des réussites technologiques, tout cela sera porté au crédit de François Mitterrand, et la préparation des élections législatives s'engagera dans les meilleures conditions.

Propos recueillis par M.T.



▲ *Une position commune sur le désarmement est souhaitable*

ALLEMAGNE EUROPE

Lors des premières élections libres et démocratiques en RDA, le 18 mars, les Allemands de l'Est ont voté pour l'unité rapide. L'unité allemande est en train de se faire. Elle répond à l'aspiration légitime du peuple allemand et représente une donnée essentielle du nouveau paysage européen. Elle offre des chances pour l'Europe, mais des questions restent posées.

Cette évolution ne peut laisser indifférents les socialistes français.

Face aux bouleversements survenus en Europe, les vieux modèles n'ont plus cours et toute attitude de méfiance de notre part ne ferait que favoriser les thèses nationalistes défendues par l'extrême droite. Nous devons faire confiance aux Allemands, en leur volonté de construire un état fédéraliste, démocratique et pacifique, volonté dont la RFA apporte la preuve depuis 40 ans.

L'unification de l'Europe et l'unité allemande doivent être étroitement liées. L'une ne saurait être réalisée aux dépens de l'autre. Aussi convient-il de participer pleinement, avec les Allemands, au renforcement de la Communauté, et à son évolution vers une union européenne, et de coordonner avec eux nos efforts pour fonder la confédération souhaitée par François Mitterrand.

Mais renforcer l'Europe signifie également renforcer sa dimension sociale et culturelle et développer les droits civiques. Dans cette perspective, les socialistes européens doivent affirmer leur identité, et leur volonté de ne pas voir l'ultralibéralisme succéder au communisme totalitaire.

L'Europe ne pourra se faire sans la volonté commune des Français et des Allemands. Il en va des relations entre les Etats comme des relations entre les peuples. Au plan des partis, il revient au PS et au SPD de jouer un rôle majeur. Ce qui ne sera possible que par le dépassement des différences d'approche qui, sur certains sujets, subsistent encore aujourd'hui. On dépassera d'autant mieux les préjugés que s'intensifiera entre les deux partis, dans le prolongement du travail entrepris depuis plusieurs années, un dialogue fondé sur la confiance mutuelle.

(Communiqué du secrétariat International et du secrétariat aux Affaires européennes et de sécurité)

Pierre Guidoni Gérard Fuchs

Le FN chez les Papous

La présence des deux eurodéputés FN dans la délégation qui s'est rendue en Papouasie n'est pas passée inaperçue. En effet, l'un eux, Jean-Claude Martinez, a été mordu par une parlementaire anglaise pour une sombre histoire de place dans un autobus. Nous n'avons pas eu connaissance du bulletin de santé de la lady. Quant au second représentant, Martine Lehideux, elle a trouvé le moyen de justifier l'incroyable attitude d'un député luxembourgeois qui avait entonné des chants nazis et notamment le "Horst Wessel Lied". Pour elle, "les SS n'étaient que des soldats allemands, qui chantaient des chants allemands..."
Elémentaire, mon cher Schönhuber, de même que si les soldats de la division Das Reich avaient brûlé vifs femmes et enfants dans l'église d'Oradour, c'est parce qu'ils avaient l'habitude de jouer avec les allumettes.

C.-E. G.

Gabriel García Márquez : "Le Général dans son labyrinthe"



Le "réalisme magique" est intact. Il fonctionne aussi bien qu'il y a 23 ans déjà dans "Cent ans de solitude". García Márquez est un magicien et Simon Bòlivar, son héros, un visionnaire ; imaginez le résultat. Un de ses amis colombiens devait l'écrire et le lui avait raconté si souvent que García Márquez affecte de ne plus bien savoir qui peut être tenu comptable de quoi de ce roman.
En fait, ce livre ne doit rien à qui que ce soit d'autre qu'à lui-même. Et bien peu de choses à Bòlivar dont García Márquez, mi-conteur mi-historien, peint les dernières semaines. Celles de l'échec du"Libertador". Au plan des idées, la rencontre García Márquez-Bòlivar n'est pas neutre et suscitera bien des commentaires. Au plan littéraire, rien n'entamera notre plaisir.
Grasset, 326 p., 116 F

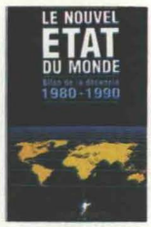
Jean Tardieu : "On vient chercher Monsieur Jean"



Jean Tardieu est de ces êtres rares, de ces rêveurs jamais vraiment éloignés du réel qui répandent autour d'eux de la sérénité, même dans l'adversité, de l'humour, de l'élégance sans dandysme, une générosité de cœur et d'esprit intacte à 83 ans.
Touche-à-tout avec bonheur : poète, auteur dramatique (relire "Un mot pour un autre"), traducteur de Goethe et Hölderlin, amateur d'art, créateur de France-Musique, il nous donne, plutôt que des mémoires, ses souvenirs. La quête d'une vie "avec cette permanence dans l'éphémère, qui est la fatalité de l'être et le supplice de l'esprit."
Gallimard, 154 p., 72 F.

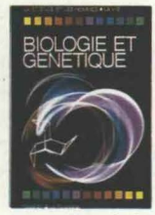
"Le Nouvel état du monde 1980-1990"

Que retenir des années 80 ? La dernière décennie a été particulièrement chargée d'événements et d'évolutions dont certaines sont loin d'être achevées.
La collection "L'Etat du monde" a précisément dix ans. Dans ce volume anniversaire, le bilan de la décennie est dressé autour de 14 grands thèmes par 80 auteurs et de deux synthèses d'Yves Lacoste (géopolitique) et Jean-Luc Domenach (systèmes politiques). Bibliographies, retrospectives, indicateurs et tableaux statistiques.



La Découverte, 436 p., 140 F.

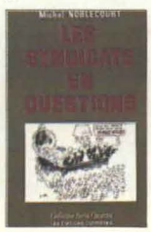
"La Science et les hommes"



Ambitieuse collection. En 12 volumes, "faire le point sur les différents états de la science, souligner les problèmes posés, dire les alternances et les enjeux dans une perspective à la fois historique et sociale, éthique et pédagogique." Trois par trois, les douze volumes auront pour thème : l'homme et la vie, l'homme et l'univers, l'homme et la matière, l'homme et le travail.
Les trois premiers tomes viennent de paraître : "Biologie et génétique", "Biotechnologie" et "Sciences médicales". Mise en page et iconographie les rendent agréables et pratiques. Le texte est le résultat de cinq ans de travail de scientifiques de renom.
Et ces volumes seront particulièrement appréciés dans la mise à jour qu'ils proposent en des domaines où les progrès sont constants.
Messidor-La Farandole, chaque volume 128 p., 140 F.

Michel Noblecourt : "Les Syndicats en question"

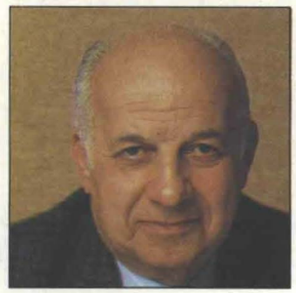
Le constat : leurs manifestations réunissent de moins en moins de monde, leurs effectifs fondent. Le diagnostic : les syndicats sont malades. Le pronostic est généralement très réservé.
Michel Noblecourt recherche des raisons d'optimisme : les syndicats sont utiles et même nécessaires, mais ils doivent changer. Veulent-ils, peuvent-ils entreprendre ce renouvellement ? Il faut agir sur les objectifs, les méthodes et les stratégies. Se transformer pour s'adapter : rien n'est moins simple. L'auteur indique les passages obligés et appelle les centrales syndicales à un effort de lucidité et de réalisme.



Editions ouvrières, 230 p., 98 F.

BLOC - NOTES

Claude Estier



18 avril

Les dirigeants de la droite RPR et UDF ne cessent de dire que la France ne joue pas le rôle qu'elle devrait jouer face aux événements de l'Europe de l'Est, que le président de la République est passif et ne prend pas les initiatives souhaitables. Sans que jamais d'ailleurs ces censeurs ne précisent quelles devraient être ces initiatives. L'occasion en est donnée aujourd'hui à Valéry Giscard d'Estaing qui s'exprime longuement sur l'Europe dans "Le Monde". Mais le voici soudain modeste : "Je suis conscient des bouleversements qui se produisent mais je crois qu'il est trop tôt pour en tirer tous les enseignements. La phase de réflexion et d'observation n'est pas terminée". Autrement dit, il est urgent d'attendre !

22 avril

Fallait-il vraiment -quatre mois après- diffuser l'intégralité des images du procès et de l'exécution des époux Ceausescu ? On peut comprendre que les nouveaux dirigeants roumains aient eu hâte de se débarasser du couple de tyrans mais ce qu'ils ont fait est pire que les pires des procès staliniens. La séquence du président du tribunal lisant les sentences de mort -il s'est suicidé depuis-, celle où les juges lient les mains des condamnés qui se débattent, celle des deux corps criblés de balles par un peloton qui n'a même pas attendu l'ordre de tirer jettent un grand trouble sur la "révolution" roumaine et sur les motivations de certains de ses protagonistes, notamment ceux qui ont organisé la diffusion tardive de cette cassette.

25 avril

Parce qu'à propos du texte sur les internements psychiatriques, le groupe socialiste du Sénat a défendu la thèse de la "judiciarisation" contre celle du gouvernement confortant l'autorité préfectorale, la presse n'a su voir que "fronde des sénateurs socialistes contre Rocard", "séquelles du congrès de Rennes" ou encore "le gouvernement sauvé par la droite". Je sais gré au ministre Claude Evin d'avoir non seulement accepté ce débat qui a été de qualité mais d'avoir en conclusion dénoncé l'approche politicienne de ces médias qui ne savent regarder qu'à travers le petit bout de la lorgnette.

26 avril

La droite qui se gausse volontiers des divisions chez les socialistes s'est emmêlé les pieds à l'Assemblée nationale dans l'affaire de la révision constitutionnelle. A vouloir jouer au plus fin pour ne pas dire non à une réforme plutôt populaire ni oui parce qu'elle est due à une initiative du président de la République, elle s'est piégée elle-même. Comme le dit joliment l'un de ses porte-parole, l'UDF François Bayrou : "Les structures de concertation de l'opposition ne fonctionnent pas encore très bien". Et comme l'écrit d'une plume désolée dans "Le Figaro" Georges Suffert : "Pour l'opposition, il y avait plusieurs sottises à ne pas commettre... Elle vient d'en offrir le cadeau à Michel Rocard". Et aussi, ajouterai-je, à Pierre Arpaillange qui a fort bien mené ce débat.

29 avril

Pour la deuxième fois, et à treize ans de distance, ce qui témoigne d'une certaine constance dans l'agressivité, Franz-Olivier Giesbert publie un long pamphlet contre François Mitterrand (1). Bien que la qualité d'un pamphlet se mesure généralement à sa brièveté, on ne peut, en effet, qualifier autrement ces 385 pages remplies de fiel qui voudraient démontrer que le président n'est qu'un cynique, un manœuvrier, constamment dépassé par les événements, accumulant les échecs qu'il parvient pourtant -c'est la seule capacité qui lui est reconnue- à transformer en victoires. Le fait même de présenter ce livre comme une chronique de l'action politique de François Mitterrand frise l'escroquerie intellectuelle. Car si l'auteur a recueilli des témoignages, il n'a pas enquêté sérieusement sur les faits eux-mêmes, préférant inventer, au style direct, des dialogues qui se sont déroulés dans les huis clos de l'Elysée où, par définition, il n'était pas. D'où les multiples erreurs que contient, à chaque chapitre, un récit moins fait pour l'histoire que pour la polémique. Le ton est donné dès la première page où l'auteur dépeint un François Mitterrand s'imposant, le 23 février 1988, aux obsèques d'Alain Savary alors que le président avait au contraire pris soin de faire interroger la veuve de l'ancien ministre de l'Education nationale pour savoir si sa présence était ou non souhaitée. Ce qui rend dérisoire l'affirmation qui vient quelques lignes plus loin selon laquelle l'auteur n'a cherché dans ce livre "qu'à décrire en conscience". Au moins cette lecture permet-elle de comprendre pourquoi, à la surprise de ses amis, Giesbert a quitté un jour le "Nouvel Observateur" pour aller diriger la rédaction du "Figaro" d'Hersant où il est certainement mieux à sa place. (2)

(1) "Le Président" (Le Seuil)

(2) Faut-il s'étonner que "L'Humanité" de vendredi ait consacré une page entière à ce livre, sans la moindre réserve ? L'anti-socialisme du quotidien du PCF le conduit dans ce même numéro à offrir une large tribune au très réactionnaire Yves Guéna ! Pas un mot, en revanche, sur le message commun Mitterrand-Kohl sur la Lituanie que "Le Monde" interprète fort justement comme "un coup de pouce à la perestroïka". Le quotidien communiste ne l'évoquera que le lendemain, après que Moscou eut exprimé sa satisfaction !

Richard Strauss : "Le Chevalier à la rose"



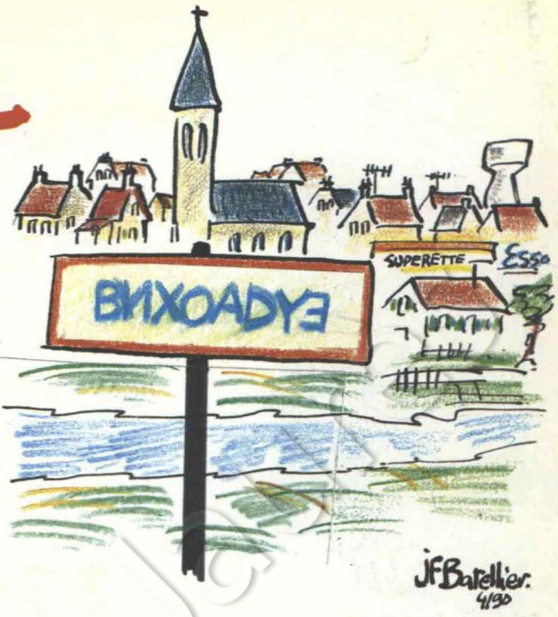
"Le Chevalier à la rose" réussit le miracle d'être l'improbable synthèse de toute une musique : il est l'aboutissement (1910) de tout ce qui a été composé, siècle après siècle, à Vienne. Seul, Richard Strauss -romantique à la poursuite de l'idéal classique- pouvait réussir une pareille alchimie.
Il ne manque pas de bons enregistrements du "Chevalier". Mais la version mythique est celle d'Erich Kleiber, qui vient d'être reportée sur compact. Transparence et ardeur, raffinement et sensualité, légèreté et vie : c'est l'esprit musical viennois à son plus haut degré. Vivement conseillé.
Decca, 3CD, 425950, 197'06", env. 400 F.

Landowski : Symphonies n° 1, 3 et 4



"Pourquoi, en cette fin de XXe siècle, écrire encore une symphonie ?", demande Marcel Landowski, à propos de sa 4e symphonie, composée il y a moins de deux ans. La réponse est dans l'œuvre elle-même : le grand orchestre symphonique, de forme et d'effectifs classiques, trouve toujours son plein emploi dans une partition d'inspiration et de traitement modernes.
Marcel Landowski (né en 1915) s'est affirmé depuis longtemps comme le compositeur français le plus indépendant, ouvert au langage musical du siècle, mais en dehors de tout sectarisme. Les trois symphonies ici réunies sont interprétées par le dédicataire de la 4e : Georges Prêtre, à la tête de l'Orchestre national. Thèmes d'amour et de spiritualité. Construction très organisée, notamment de la 4e. Une musique actuelle, peu diffusée encore et très proche.
Erato-Radio France, 245018, 66' 32", env. 135 F.

d'en France



"L'hebdomadaire des socialistes coule d'amont en aval... Nous aussi, à notre échelon, nous faisons des choses", nous écrit Josette Benaïm (Layrac-47). Cette lettre tombe à pic. Nous pensons comme elle.

A partir de cette semaine, "Vendredi" part à la rencontre de tous ceux qui, en France, inventent, agissent, imaginent. Il y a partout et tout le temps, quantité de réalisations indispensables ou complétement inattendues . Autant d'idées qui témoignent de votre volonté d'innover et d'améliorer. Régulièrement ici, nous en rendrons compte. Collectivités locales, associations ou initiatives individuelles : d'en France, faites-nous signe.

Dans l'Aude, un canton veut vivre

Mouthoumet, canton de l'Aude, au centre d'un triangle Narbonne-Carcassonne-Perpignan, 1.000 habitants répartis entre 18 communes et sur 30.000 hectares. Dix-huit villages, perdus dans les Corbières qui se battent pour ne pas sombrer dans l'oubli et la misère.

"Il est fou", ont pensé les habitants du canton quand Eric Andrieu a débarqué en 1985. Simple animateur rural revenu dans son village natal après des études à Montpellier, il était décidé à ne pas laisser mourir ce pays. Des débuts difficiles avec un salaire mensuel de 1.500 F. Un an de porte à porte pour écouter, comprendre, chercher des sorties de secours et prodiguer des encouragements ; un an pour fonder l'Association pour le développement des Hautes-Corbières (ADHCO). L'association, qui groupe élus et socio-professionnels, organise des commissions de travail par thèmes (agriculture, artisanat, tourisme, écoles...). En septembre 1988, dans le plus vieux canton de France, Eric Andrieu, à 28 ans, devient le plus jeune conseiller général : un excellent tremplin pour faire aboutir les dossiers et obtenir des crédits.

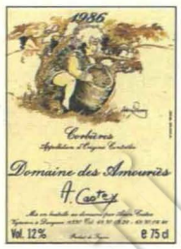
Les projets se ramassent à la pelle

A la base est l'école. En 1989, celle de Mouthoumet (six élèves) risquait de fermer et les classes uniques (de la maternelle au CM2) étaient bien peu satisfaisantes. L'inspection académique est saisie d'un projet de groupement avec création de maternelle. En cinq mois, l'affaire est bouclée : depuis la rentrée, quatre classes de niveaux différents fonctionnent dans le canton et reste une seule classe unique. Un ballet de bus quotidien permet aux enfants de se déplacer et l'esprit de clocher, forcément réducteur, pourrait bien s'estomper grâce à ces mouvements.

Autre acquis : la mise en place d'un Groupement d'intérêt cynégétique (GIC), nom savant pour un constat : le déséquilibre de la faune est lié à celui de la végétation, et réciproquement. Aux chasseurs qui se livraient une véritable guerre, on a lancé : "soyez égoïstes, ouvrez l'espace, pensez à votre chasse". Aujourd'hui certains, groupés dans le fameux GIC débroussaillent, cultivent et fixent leurs propres règles de prélèvement du gibier, empêchant que les landes ne gagnent du terrain au détriment des terres cultivables mais aussi des terres à gibier.

Pour améliorer la situation foncière (morcellement, terres gelées), est utilisé l'argument de la lutte contre les incendies : une association foncière pastorale passe des contrats avec les propriétaires qui louent leurs terres à de jeunes éleveurs, ceux-ci s'engageant à les entretenir.

Autre réussite : un réseau de gîtes d'étape et circuits de randonnée dont la fréquentation ne cesse de croître. A l'origine, une dizaine de femmes d'agriculteurs voyant là un complément idéal de revenus : "un sacré travail quand on part de zéro", avoue Eliane Dumartin, promotrice du projet et éleveuse à Massac.



Dans tous les secteurs, l'idée est d'utiliser le potentiel existant, faiblesses comprises. Ainsi, la viticulture, production semi-sinistrée par une politique d'arrachage désastreuse. Sous la houlette d'Alain Castex, l'activité reprend souffle. En 1981, à Davejean, il acquiert une propriété à l'abandon où il étudie l'adaptation de nouveaux cépages et s'efforce de maîtriser toute la filière : production, transformation, commercialisation. "Ce n'est pas vous qui allez nous apprendre à cultiver la vigne", lui rétorquait-on au départ ; au vu des résultats obtenus, on le suivrait aveuglément.

Pour prolonger cette œuvre, il a fallu le PIL (Plan d'initiative locale) sur lequel ont convergé des aides de l'Etat, de la région et du département, gérées par les agriculteurs. En 1989, ils ont tout misé sur le foncier. En 1990, l'enveloppe aidera les repreneurs à replanter sur les meilleurs terrains.

C'est comme une épidémie de bonne volonté, une envie contagieuse de retrousser ses manches. Les maires de ces communes microscopiques sont à la tête du mouvement : sur dix-huit, dix ont changé aux dernières municipales relayant l'énergie de leur conseiller général adulé. Chacun a dans sa besace son lot de projets : Robert Saury rêverait de faire de Lanet un village d'artistes, Emile Gau tient absolument à sortir Salza du cul-de- sac où il se trouve en rectifiant le tracé d'un chemin actuellement peu praticable, André Barthes voit déja le terrain de golf "rustique" qui pourrait naître à Massac. Il y a aussi les projets communs comme le parcours pêche qui s'étendrait sur 20 km d'une rivière à truites, dans la vallée d'Orbieu...Ils sont intarissables.

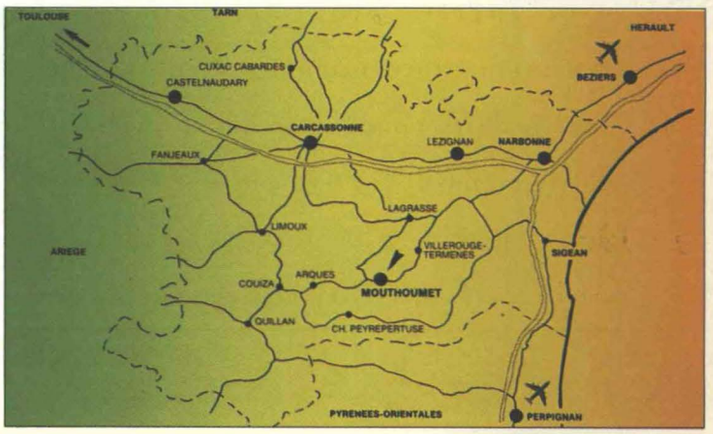
Bien sûr les résistances existent. Par exemple, parmi les personnes âgées (45% de la population a plus de 55 ans), peu motivées par cette croisade d'un nouveau genre. D'autres font preuve d'un enthousiasme mesuré, tel Max Savy, peintre reconnu pour qui "l'avenir des Corbières est encore une toile blanche".

Sandrine, secrétaire de l'association, résume le but de l'entreprise : "On ne veut pas tout défigurer mais avoir de quoi vivre honnêtement. D'accord pour galérer si la perspective de s'en sortir existe... Aujourd'hui, elle existe". Eric Andrieu reconnaît que le canton vit sous perfusion du conseil général et de la région. "C'est un pari, dans dix ans nous devrons être autonomes, mais le plus dur est fait : la lutte contre le défaitisme qui faisait dire, "on va tous crever". Depuis quatre ans, les attitudes et les comportements ont complètement changé". Pourquoi tant d'ardeur ? "Difficile à expliquer, la force d'attraction de cette terre : bien qu'elle soit rude ou parce qu'elle est rude ?". Sûr, ce pays en vaut la peine : montagnes à perte de vue où s'accrochent buis, bruyères et genêts. Et l'air surtout, l'air pur, que l'on sent si bien passer dans les poumons.

Maryline Trassard

Un instrument original : le district

Afin d'avoir les moyens de leurs ambitions, les communes ont choisi de s'organiser en district, une formule originale par rapport au traditionnel syndicat intercommunal. Cet étage fiscal supplémentaire permet de disposer directement d'argent frais (le potentiel fiscal est évalué à un million de francs), tout en bénéficiant d'aides accrues de l'Etat. En outre, il ouvre la possibilité de passer des contrats sur plusieurs années avec d'autres partenaires, après un calcul de coût global, plutôt que d'avoir à demander, chaque année, une subvention toujours aléatoire. L'arrêté de création du district a été signé la semaine passée à la préfecture.



Là où est la vie



Eau, énergie, propreté, bâtiment-travaux publics, communication, santé, loisirs... dans chacun de ces domaines, le Groupe Générale des Eaux met en œuvre et gère des services collectifs qui lui sont confiés le plus souvent par les communes. Il participe activement au développement de la ville et à l'amélioration de l'environnement. Il adapte la souplesse du secteur privé à l'exigence du service public.

GROUPE GENERALE DES EAUX

L A P A S S I O N D·U S E R V I C E

Fondation Jean-Jaurès